



Assemblée générale

Distr. générale
16 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 68 a) de l'ordre du jour provisoire*

Droits des peuples autochtones

Droits des peuples autochtones

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale, conformément à la résolution [51/16](#) du Conseil des droits de l'homme, le rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay.

* [A/79/150](#).



Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay

Peuples autochtones mobiles

Résumé

Dans le présent rapport, établi en application de la résolution [51/16](#) du Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, se penche sur la situation des peuples autochtones mobiles, en abordant les difficultés qu'ils rencontrent en matière de reconnaissance juridique, de droits fonciers et de mobilité, y compris les mouvements transfrontaliers, ainsi que les difficultés causées par les effets des conflits armés, et il examine également la situation unique des peuples autochtones vivant dans l'isolement volontaire et le premier contact.

Rapport du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	4
II. Activités du Rapporteur spécial.....	4
III. Peuples autochtones mobiles.....	4
IV. Droit international et cadre politique.....	6
V. Questions actuelles concernant les peuples autochtones mobiles.....	8
A. Reconnaissance juridique et participation à la vie politique.....	8
B. Mobilité et droit aux terres, territoires, ressources et zones marines.....	11
C. Liberté de circulation et droit à la sécurité.....	19
D. Droits économiques, sociaux et culturels.....	23
VI. Conclusions et recommandations.....	27

I. Introduction

1. Le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, soumet le présent rapport conformément à la résolution 51/16 du Conseil des droits de l'homme¹. Dans ce rapport, le Rapporteur spécial examine les difficultés particulières auxquelles se heurtent les peuples autochtones mobiles, tels que les pasteurs, les éleveurs, les chasseurs-cueilleurs, les gens de mer et les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact, et décrit les initiatives prises par les États, les peuples autochtones et d'autres parties prenantes pour reconnaître et respecter les droits de ces peuples.

2. Lors de l'élaboration du rapport, le Rapporteur spécial a sollicité la contribution des États Membres, des organisations autochtones, des universitaires et des organisations non gouvernementales. Il remercie celles et ceux qui ont soumis des contributions écrites (53 au total) ou fait des interventions orales (33 au total) dans le cadre de consultations virtuelles. Le rapport tient également compte des contributions provenant de présentations faites lors d'une manifestation parallèle à la vingt-troisième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenue en 2024, et du document final issu d'un séminaire d'experts organisé par les peuples autochtones russes². Le Rapporteur spécial a également examiné des documents officiels de l'Organisation des Nations Unies et des études thématiques et s'est appuyé sur les informations recueillies lors de ses visites de pays.

II. Activités du Rapporteur spécial

3. Après la présentation de son précédent rapport (A/78/162) à l'Assemblée générale, le Rapporteur spécial a effectué une visite officielle en Colombie. Il a participé aux réunions annuelles de l'Instance permanente, du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

III. Peuples autochtones mobiles

4. Les peuples autochtones mobiles constituent un sous-ensemble distinct de peuples autochtones qui s'identifient comme tels en droit international³. Se déplaçant et changeant de résidence stratégiquement à l'intérieur de vastes terres, ils occupent habituellement des écosystèmes fragiles de grande valeur écologique. Les modes de vie et les moyens de subsistance des peuples mobiles dépendent souvent de modes de subsistance cycliques à long terme, de l'utilisation de ressources communes et de stratégies de gestion qui préservent la biodiversité⁴. Ils vivent sur tous les continents et dans tous les paysages, y compris les océans, les mers, les rivières, les montagnes, les prairies, les forêts et les déserts. L'appellation « peuples autochtones mobiles »

¹ Le Rapporteur spécial remercie les professeurs et les étudiants de l'Université de l'Arizona de l'aide qu'ils lui ont apportée dans ses travaux de recherche et d'analyse et la rédaction. Ces personnes et entités ne sont pas responsables du contenu final du rapport. Il tient également à remercier l'Université d'Oxford d'avoir organisé la consultation virtuelle et la manifestation parallèle.

² Document final du séminaire d'experts sur les peuples autochtones nomades et semi-nomades de la Fédération de Russie, Salekhard (Fédération de Russie), 9 et 10 mars 2024.

³ Voir la liste non exhaustive des peuples autochtones mobiles compilée par l'Association Yurta. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.nomadicpeople.org/about-nomads.html>.

⁴ Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants, voir <https://wamipglobal.com/about-us/> ; Contribution de l'Argentine ; contribution de l'Association Yurta.

décrit généralement les sous-groupes particuliers de peuples autochtones mentionnés ci-dessous en des termes qui sont parfois utilisés de façon interchangeable.

5. Dans le présent rapport, le terme « peuples autochtone mobiles » est préféré à « nomades ». Bien que le terme « nomade » soit encore utilisé et revendiqué comme exprimant une forme d'autonomisation, il peut être porteur de connotations négatives, car on pourrait l'interpréter comme renvoyant à une population déracinée sans identité fixe, victime de discrimination, de marginalisation et de persécution.

6. Le présent rapport ne fait pas de distinction entre pasteurs et éleveurs. Les pasteurs se livrent à des déplacements saisonniers et réguliers de personnes et de leur bétail entre régions géographiques ou climatiques⁵. Les pasteurs et les éleveurs suivent les pâturages et l'eau sur de grandes distances, année après année, profitant de la variabilité saisonnière pour conserver et utiliser les ressources au maximum de leur capacité. Tous les pasteurs ne pratiquent pas la transhumance (le déplacement saisonnier du bétail), mais ils peuvent déplacer leurs troupeaux sur de courtes distances ou suivre des schémas de déplacement irréguliers. Les chasseurs-cueilleurs vivent de la chasse, de la pêche et de la récolte de nourritures sauvages. Les nomades marins et les gens de mer sont des peuples autochtones marins et maritimes, et dont la mobilité s'étend sur les eaux plutôt que sur les terres. Les nomades marins tirent leur subsistance des écosystèmes marins et maritimes, notamment de la pêche sous-marine, de la cueillette de produits marins et forestiers et de la chasse aux animaux côtiers.

7. De nombreux peuples autochtones vivant en situation d'isolement volontaire et de premier contact se déplacent de façon saisonnière pour se nourrir, se procurer des ressources et participer à des rituels, ce qui témoigne des liens matériels, sociaux, culturels et spirituels profonds qui les unissent à leurs territoires. La survie physique et culturelle des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact est étroitement liée à leurs territoires. Les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire évitent les contacts extérieurs à leur communauté⁶, alors que les peuples autochtones en situation de premier contact sont ceux qui vivaient auparavant dans l'isolement avant que des facteurs ne les mettent en contact avec la population majoritaire. Afin de déceler la présence de peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact sans les exposer au contact, il faut mener des études précises, qui sont rares. Le manque de données et d'études est utilisé comme prétexte pour nier leur présence et permettre des activités économiques sur leurs territoires. Des études indiquent la présence d'au moins 40 peuples autochtones en isolement volontaire en Papouasie-Nouvelle-Guinée⁷, ainsi que d'une présence relativement faible en Inde, en Indonésie et en Malaisie, entre autres, mais il est probable qu'un grand nombre de peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact n'aient pas encore été identifiés⁸. La présence de peuples autochtones en Afrique n'est pas exclue, mais des données fiables font défaut. En Amérique, « il est impossible de savoir combien de peuples ou de personnes

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), « La transhumance, déplacement saisonnier de troupeaux », 2023.

⁶ Les personnes en isolement volontaire sont également appelées « peuples autochtones vivant à l'état naturel » ; cependant, dans le présent rapport, on privilégie « en isolement volontaire ».

⁷ Voir www.survivalinternational.org/articles/3122-questions-and-answers-uncontacted-papua.

⁸ Voir E/C.19/2007/12 ; et Survival International, « Indonesia: new "catastrophic" footage shows uncontacted tribe near nickel mine », 30 octobre 2023.

autochtones demeurent isolés, mais certains calculs font état d'environ 200 peuples, soit quelque 10 000 personnes »⁹.

IV. Droit international et cadre politique

8. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial examine la situation mondiale des peuples autochtones mobiles, en intégrant et en développant les conclusions antérieures, notamment celles formulées par l'Instance permanente¹⁰, Mécanisme d'experts¹¹, le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique¹², l'Organisation internationale pour les migrations¹³, du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique¹⁴ et le Programme des Nations Unies pour l'environnement¹⁵. Parmi les initiatives récentes de l'Organisation des Nations Unies concernant les droits des peuples mobiles, on peut citer l'inscription de la pratique de la transhumance sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité établie par l'UNESCO¹⁶ et la proclamation par l'Assemblée générale de 2026 Année internationale du pastoralisme et des pâturages¹⁷ et 2024 Année internationale des camélidés¹⁸.

9. Les peuples autochtones mobiles sont protégés par le droit international applicable à tous les peuples autochtones, y compris la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail (OIT), et d'autres normes et jurisprudences internationales et régionales pertinentes. Compte tenu de leur mode de vie unique, les normes internationales doivent être interprétées et appliquées en fonction des besoins particuliers des peuples autochtones mobiles, comme le prévoit le paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention n° 169 de l'OIT :

Les droits de propriété et de possession sur les terres qu'ils occupent traditionnellement doivent être reconnus aux peuples intéressés. En outre, des mesures doivent être prises dans les cas appropriés pour sauvegarder le droit des peuples intéressés d'utiliser les terres non exclusivement occupées par eux, mais auxquelles ils ont traditionnellement accès pour leurs activités traditionnelles et de subsistance. Une attention particulière doit être portée à cet égard à la situation des peuples nomades et des agriculteurs itinérants.

⁹ Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Indigenous Peoples in Voluntary Isolation and Initial Contact in the Americas: Recommendations for the Full Respect of their Human Rights* (2013).

¹⁰ Voir E/C.19/2013/5 E/C.19/2012/4.

¹¹ Voir A/HRC/EMRIP/2019/2/Rev.1.

¹² Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, *Pastoralisme, conservation de la nature et développement : un guide des bonnes pratiques* (Montréal, 2010).

¹³ Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Centre pour les zones pastorales et le développement de l'élevage de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), « Equipped to adapt? A review of climate hazards and pastoralists' responses in the IGAD region », mars 2022 ; OIM et al., *Regional Policies and Response to Manage Pastoral Movements within the ECOWAS Region* (Abuja, 2019) ; OIM, *Mobilité pastorale dans le contexte du changement climatique : Le cas du Mali* (Genève, 2023).

¹⁴ Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, *Global Land Outlook: Thematic Report on Rangelands and Pastoralism* (Bonn, 2024) ; et Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, décision 26/COP.14.

¹⁵ Voir UNEP/EA.4/Res.15.

¹⁶ UNESCO, décision 18.COM 8.b.14.

¹⁷ Résolution 76/253 de l'Assemblée générale ; et <https://www.iyrr.info/>.

¹⁸ Résolution 72/210 de l'Assemblée générale.

10. L'article 36 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et l'article 32 de la Convention n° 169 de l'OIT protègent le droit des peuples autochtones mobiles transfrontaliers d'entretenir et de développer des contacts, des relations et une coopération au-delà des frontières, tandis que l'article 6 de la Déclaration traite de l'apatridie en affirmant le droit à la nationalité.

11. Ni la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ni la Convention n° 169 de l'OIT ne traitent expressément des droits des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire ou de premier contact. Toutefois, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a élaboré les directives pour la protection des peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact dans l'Amazonie, le Gran Chaco et l'est du Paraguay¹⁹ et établi le résumé d'une réunion de travail sur les normes de droit international relatives aux droits de l'homme des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact dans les régions de l'Amazonie et du Gran Chaco²⁰. Le Rapporteur spécial a en outre décrit en détail le cadre juridique protégeant les droits de ces peuples dans un mémoire en qualité *d'amicus curiae* à la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire *Pueblos Indígenas Tagaeri y Taromenane c. Équateur*, soulignant que les États étaient tenus de respecter les principes de précaution, de non-contact et d'intangibilité. Les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact sont protégés par l'article XXVI de la Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones, et la Commission interaméricaine des droits de l'homme a publié des recommandations concernant leurs droits²¹.

12. Dans le Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique : sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistance et les droits des communautés pastorales, publié par l'Union africaine en 2010, on reconnaît les droits des pasteurs, sans mentionner explicitement les peuples autochtones. Il met l'accent sur la coopération transfrontalière, les systèmes de droits fonciers des pasteurs et l'interface entre les institutions coutumières et étatiques. Parmi les autres initiatives multilatérales en Afrique figurent les règlements sur la transhumance établis par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (1998 et 2003) ; la Déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme : Mobilisons ensemble un effort ambitieux pour un pastoralisme sans frontières (2013) ; la Déclaration de N'Djamena sur la contribution de l'élevage pastoral à la sécurité et au développement des espaces saharo-sahéliens (2013) ; et le Protocole de l'IGAD sur la transhumance (2020).

13. La politique de l'Union européenne relative aux peuples autochtones de l'Arctique et le programme Interreg de l'Union européenne pour la périphérie nordique et l'Arctique soutiennent la culture, les moyens de subsistance et l'esprit d'entreprise des Sâmes et des Inuits, et offrent un cadre pour les contacts et les programmes transfrontaliers²².

14. Au niveau non étatique, la déclaration de Dana sur les peuples mobiles et la conservation a été adoptée en 2002 par des scientifiques et des représentants des peuples mobiles afin de protéger la biodiversité tout en promouvant le respect des droits des peuples autochtones. Elle a été suivie par le Manifeste Dana +20 des peuples mobiles en 2022. Les auteurs du Manifeste ont demandé expressément au

¹⁹ Disponible à l'adresse suivante : <https://acnudh.org/wp-content/uploads/2019/07/015-Directrices-de-Proteccion-C3%B3n-para-los-Pueblos-Ind%C3%ADgenas-en-Aislamiento-y-en-Contacto-Inicial-de-la-Regi%C3%B3n-Amaz%C3%B3nica-el-Gran-Chaco-y-la-Regi%C3%B3n-Oriental-de-Paraguay.pdf>.

²⁰ Voir A/HRC/39/17/Add.1.

²¹ Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Indigenous Peoples in Voluntary Isolation*.

²² Politique arctique de l'Union européenne, 13 octobre 2021. Disponible à l'adresse suivante : https://maritime-forum.ec.europa.eu/contents/eu-policy-indigenous-artic-people_en.

système des Nations Unies de publier un rapport sur la situation des peuples autochtones mobiles et à faire des recommandations précises sur la manière dont leurs droits doivent être respectés²³.

15. La Déclaration de Dana a contribué à la formation de l'Alliance mondiale des peuples autochtones transhumants en 2003, lors du cinquième Congrès mondial sur les parcs naturels organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. L'Alliance mondiale défend les droits des pasteurs et autres peuples autochtones mobiles dans le monde entier. Parmi les autres organisations internationales de base concernées, on peut citer, l'Initiative pour la communication sur le pastoralisme (Pastoralist Communication Initiative), l'Initiative mondiale pour un pastoralisme durable, la Ligue pour les peuples pastoraux et le développement endogène de l'élevage (League for Pastoral Peoples and Endogenous Livestock Development), le Forum mondial sur le pastoralisme (World Pastoralist Forum), ANDES, Saminuorra, la World Union of Indigenous Spiritual Practitioners et le Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement ou de premier contact.

V. Questions actuelles concernant les peuples autochtones mobiles

A. Reconnaissance juridique et participation à la vie politique

16. Les peuples autochtones sont protégés par un cadre juridique différent des droits des minorités²⁴, des paysans²⁵ et des « communautés locales²⁶ ». Néanmoins, certains États n'ont pas affirmé le statut autochtone des peuples autochtones mobiles qui s'identifient comme tels, les qualifiant plutôt de groupes marginalisés²⁷ ou affirmant que tous leurs ressortissants sont des autochtones du pays²⁸. Dans certaines régions, les peuples autochtones peuvent ne pas adopter le terme pour se désigner parce qu'ils ne le connaissent pas ou ne l'utilisent pas dans les langues locales²⁹. Le racisme structurel, la discrimination raciale et l'exclusion sociale sont des causes profondes de la marginalisation, car les peuples autochtones mobiles peuvent être considérés

²³ Voir <http://www.danadeclaration.org/dana-20-manifesto>. Voir également le document intitulé « Declaration of Nomadic and Transhumant Pastoralists » (Déclaration de Ségovie des pasteurs nomades et transhumants) (2007) ; Déclaration du Forum International sur l'Agroécologie (Nyéléni 2015) ; déclaration de Cancún pour la promotion d'un pastoralisme durable (2016) ; et Mera Declaration of Women Pastoralists (2010).

²⁴ Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (Résolution 47/135 de l'Assemblée générale, annexe).

²⁵ Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (résolution 39/12 du Conseil des droits de l'homme, annexe).

²⁶ Déclaration commune faite par le Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Dario José Mejía Montalvo, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, José Francisco Calí Tzay, et la Présidente du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, Sheryl Lightfoot, Genève (juillet 2023). Voir également Instance permanente, Mécanisme d'experts et Rapporteur spécial, document final de la réunion tenue au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome, du 26 au 28 février 2024.

²⁷ Constitution kenyane, article 260.

²⁸ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rapport du Groupe de travail d'experts de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur les populations/communautés autochtones (Somerset, New Jersey, Transaction Publishers, 2005).

²⁹ Contribution de l'Oxford University Collective for Pastoralist and Nomadic People

comme des étrangers primitifs, rétrogrades, improductifs ou de passage, sans attachement aux terres qu'ils traversent³⁰.

17. Comme l'a noté la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : « Le fait de favoriser l'agriculture plutôt que la chasse, la cueillette et le rassemblement des troupeaux nomades a été un instrument majeur dans la marginalisation, la stigmatisation de certains peuples ainsi qu'une inspiration à s'identifier comme groupes autochtones. La création des parcs nationaux et les autres projets forçant les habitants à déménager ont aussi favorisé cela³¹ ».

18. Dans la Constitution du Botswana, huit grandes tribus sont reconnues, mais pas les chasseurs-cueilleurs khoisans³². L'Afrique du Sud ne reconnaît pas les Khoisans en tant que peuples autochtones, mais les considère comme des communautés religieuses, culturelles et linguistiques dont la langue doit être protégée et promue³³. En République démocratique du Congo, bien que la loi n° 22/030 du 15 juillet 2022 relative à la protection et à la promotion des droits des peuples autochtones pygmées garantisse à ces derniers l'accès aux services publics et l'exercice de la puissance publique, les chasseurs-cueilleurs Twa ne sont pas représentés dans les organes de prise de décision, car leur participation est entravée par des exigences et des seuils d'éducation qu'ils ne peuvent atteindre. Le Rwanda qualifie les Twa de « peuples historiquement marginalisés³⁴ ». Les Benet, un peuple de chasseurs-cueilleurs ne figurent pas dans la troisième annexe de la Constitution ougandaise (février 1926), qui énumère les communautés autochtones, et ne bénéficient donc pas des avantages qui sont associés à ce statut³⁵.

19. L'article 260 de la Constitution kényane prévoit la pleine représentation des « groupes marginalisés », définis comme une communauté autochtone qui a conservé et maintenu un mode de vie et des moyens de subsistance traditionnels fondés sur une économie de chasse-cueillette³⁶ ; ou des personnes et communautés pastorales, qu'elles soient : i) nomades ou ii) une communauté sédentaire qui, en raison de son isolement géographique relatif, n'a connu qu'une participation marginale à la vie sociale et économique intégrée du Kenya dans son ensemble.

20. En Fédération de Russie, les droits des peuples autochtones mobiles sont protégés par le règlement de 1822 sur la gouvernance des minorités nationales et par la reconnaissance constitutionnelle des « peuples autochtones composés d'un petit nombre d'individus ». Les peuples autochtones composés d'un petit nombre d'individus sont ceux qui vivent dans les zones de peuplement traditionnelles de leurs ancêtres, qui conservent leur mode de vie, leur activité économique et leurs occupations traditionnelles, comptent moins de 50 000 membres et s'identifient comme des peuples distincts. Cette définition semble limiter le statut d'autochtone aux seuls membres qui ont conservé leur mode de vie traditionnel et qui vivent dans des zones de peuplement traditionnelles, ce qui peut être interprété comme excluant d'autres peuples, par exemple ceux qui utilisent des motoneiges pour la garde des troupeaux.

³⁰ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre ; Jeremie Gilbert, *Nomadic Peoples and Human Rights* (Routledge, 2014).

³¹ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rapport de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, p. 103.

³² Groupe de travail international pour les affaires autochtones, « Constitutional rights relevant for indigenous peoples in Botswana », 28 mars 2011.

³³ Constitution de l'Afrique du Sud, 1996. Voir aussi [CRC/C/ZAF/CO/3-6](#) et [CERD/C/ZAF/CO/9-11](#).

³⁴ Contribution de la Unrepresented Nations and Peoples Organization.

³⁵ Contribution de : Minority Rights Group, Benet Mosop Community Association, Endorois Welfare Council, Ogiek Peoples' Development Programme, Environnement, ressources naturelles et développement et Centre d'espoir pour les droits humains. Voir également [E/C.12/UGA/CO/1](#).

³⁶ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization Voir également [CCPR/C/KEN/CO/4](#).

Il n'existe aucun critère ou mécanisme permettant de tenir des registres des peuples autochtones composés d'un petit nombre d'individus et une loi fédérale sur l'élevage de rennes est toujours en suspens, ce qui limite leur statut juridique et leur protection³⁷.

21. L'article 108 de la Constitution norvégienne dispose que les autorités de l'État créent les conditions permettant aux Sâmes de préserver et de développer leur langue, leur culture et leur mode de vie. Les Sâmes sont représentés par le Parlement sâme, qui est élu démocratiquement par les électeurs sâme et qui régleme toutes les questions relatives aux Sâmes en Norvège³⁸.

22. Le Maldhari Rural Action Group of India a organisé un Parlement pastoral pour renforcer la voix collective des pasteurs et promouvoir leur participation à tous les niveaux du gouvernement³⁹. La Constitution indienne prévoit la représentation et la protection des « tribus répertoriées ». La loi sur les Panchayats (1996) leur confère des droits sur les ressources naturelles et la gouvernance locale. L'Inde a reconnu 75 communautés comme des groupes tribaux particulièrement vulnérables, y compris les peuples autochtones Shompen qui vivent en situation d'isolement et de premier contact⁴⁰. Dans certains États, les pasteurs Van Gujjar sont classés comme une caste inférieure, sans statut de tribu répertoriée, ils n'ont pas accès aux régimes de protection sociale et ne sont pas représentés dans les processus de prise de décisions. L'analphabétisme, la méconnaissance de leurs droits, les différences culturelles et linguistiques, ainsi que le racisme structurel et la discrimination raciale, les empêchent d'exercer leur pouvoir politique⁴¹.

23. L'Argentine ne fait pas de distinction entre les pasteurs autochtones et les pasteurs non autochtones, la loi n° 3016 de la province de Neuquén (2016) reconnaît leurs pratiques en matière de mobilité, notamment la désignation de passages traditionnels nécessitant un permis pour les nuitées, la construction et le pâturage⁴².

24. L'État plurinational de Bolivie a attribué 7 des 130 sièges du Parlement aux peuples autochtones mobiles⁴³. La Constitution reconnaît aux peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact le droit de se maintenir dans cette situation, ainsi que le droit de définir et de consolider légalement le territoire qu'ils occupent et habitent⁴⁴. Selon les organisations de la société civile, il existe des preuves de la présence d'au moins 185 peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact en Amérique du Sud, dont 66 sont reconnus par les États⁴⁵. L'Équateur a adopté des mesures visant à protéger ces peuples, notamment une garantie constitutionnelle pour « assurer le respect de leur autodétermination, de leur volonté de rester dans l'isolement et de leurs droits » et une interdiction des activités d'extraction sur leurs territoires⁴⁶. Le Code de l'environnement du pays

³⁷ Document final du séminaire d'experts sur les peuples autochtones nomades et semi-nomades de la Fédération de Russie, 9 et 10 mars 2024.

³⁸ Contribution du Parlement sâme de Norvège.

³⁹ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁴⁰ Inde, Ministère des affaires tribales, « Welfare of particularly vulnerable tribal groups », 4 juillet 2019.

⁴¹ Contribution de Van Gujjar Tribal Yuva Sanghatan ; et [A/HRC/52/11](#). Voir également la communication MYS 3/2023.

⁴² Contribution de : Argentine, Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, NOA – INTA.

⁴³ Contribution de l'Égypte, Maat for Peace.

⁴⁴ Constitution de l'État plurinational de Bolivie, art. 31.

⁴⁵ Contribution du Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact.

⁴⁶ Constitution équatorienne, art. 57.

reconnaît également les droits des peuples autochtones vivant en isolement volontaire dans des zones protégées⁴⁷.

25. La Colombie a adopté le système national de prévention et de protection des droits des peuples autochtones vivant en situation d'isolement ou dans leur état naturel, qui reconnaît l'intangibilité de leurs territoires et leur droit de demeurer isolés et sans contact. Toutefois, il n'a pas été entièrement mis en œuvre⁴⁸. L'absence de données officielles sur les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact en Afrique, en Asie et dans le Pacifique est le principal obstacle à l'adoption de lois et de politiques appropriées pour leur protection.

26. Souvent, les peuples autochtones mobiles doivent s'adapter aux structures politiques coloniales afin d'exercer leur droit à la participation, bien que ces structures ne reflètent pas leurs institutions et leurs schémas de mobilité, et qu'elles favorisent souvent la sédentarisation ou l'exclusion. La participation des peuples autochtones mobiles à la vie politique est souvent limitée par les obstacles qu'ils rencontrent pour l'obtention d'une pièce d'identité et l'inscription sur les listes électorales, lesquelles peuvent reposer sur des exigences de résidence fixe. Le fait de vivre dans des régions éloignées, isolées et inaccessibles oblige à parcourir de longues distances ou à traverser des terrains difficiles pour participer aux élections. L'accès aux informations essentielles concernant l'inscription sur les listes électorales et les opérations électorales est souvent entravé par des barrières linguistiques, en particulier pour les personnes âgées⁴⁹. Des niveaux élevés d'analphabétisme, une autonomisation économique insuffisante, les expulsions forcées et le fait de se voir refuser l'accès aux services de santé, autant de facteurs qui peuvent tous être liés à la mobilité et qui sont également susceptibles de limiter la participation à la vie politique. Dans les pays scandinaves, on vote aux élections locales en fonction de son lieu de résidence et du lieu où l'on paie les impôts, alors que les éleveurs de rennes sâmes se déplacent dans de nombreuses municipalités. Le fait de s'installer dans une autre municipalité afin de voter peut avoir une incidence sur les droits de l'enfant, y compris sur le droit à l'enseignement en langue sâme⁵⁰.

B. Mobilité et droit aux terres, territoires, ressources et zones marines

27. Les terres et territoires des peuples autochtones mobiles sont souvent vulnérables à l'appropriation, car ils sont utilisés de manière saisonnière ou périodique et sont parfois partagés avec d'autres populations. À l'époque coloniale, les terres autochtones ont été présentées à tort comme vides, vacantes, stériles, improductives ou *terra nullius*, ce qui a servi de prétexte pour justifier et légitimer leur acquisition⁵¹. La conception de la propriété privée de la terre et de la résidence permanente ne tient pas suffisamment compte du chevauchement, du partage et de l'utilisation saisonnière des ressources et nie la gouvernance communale des terres⁵². Cette approche a entraîné des restrictions sur les déplacements des peuples autochtones mobiles qui continuent d'avoir une incidence sur leur vie. Par exemple, de nombreux Inuits du Canada ont été contraints à la sédentarité et déplacés dans des zones de peuplement. Ces politiques d'assimilation les ont contraints à dépendre des allocations gouvernementales et à envoyer leurs enfants dans des pensionnats. Si les

⁴⁷ Code environnemental de l'Équateur, art. 48.

⁴⁸ Contribution du Bureau du médiateur, Colombie.

⁴⁹ Contribution de International Foundation for Electoral Systems.

⁵⁰ Contribution du Parlement sâme de Norvège.

⁵¹ Voir [A/HRC/36/46/Add.2](#).

⁵² Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

règlements des revendications territoriales ont permis aux Inuits de mieux contrôler leur vie, ils n'ont pas encore retrouvé la pleine autonomie sur leurs terres⁵³.

28. Les normes internationales applicables aux peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact exigent la protection de leurs territoires, y compris la création de zones intangibles et de zones tampons environnantes et le respect des schémas de mobilité. Toutefois, cette protection est rare dans les zones à valeur économique. Lorsque des zones intangibles sont reconnues, leurs frontières ne correspondent souvent pas aux zones de déplacement et de transit des peuples autochtones en isolement volontaire. Des problèmes similaires se posent pour les territoires des peuples autochtones en situation de premier contact, dont les frontières sont souvent délimitées sans tenir compte de leurs schémas de mobilité. En conséquence, les peuples autochtones qui vivent en situation d'isolement volontaire et sur un territoire de premier contact peuvent être fragmentés, leurs routes migratoires interrompues et les possibilités de contact et de conflit accrues.

29. Des États ont adopté des mesures pour faire respecter les normes internationales relatives aux terres et territoires des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact. Toutefois, le manque de ressources financières et humaines a permis à des acteurs privés d'opérer en toute impunité sur leurs territoires⁵⁴. Les institutions qui se consacrent à la protection des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact manquent souvent de ressources, de connaissances techniques et d'appui politique, et peuvent être confrontées à des conflits d'intérêts lorsqu'elles autorisent des activités économiques dans les zones protégées. Au Pérou, les « réserves intangibles⁵⁵ » ont été reconnues, mais sont menacées par des changements législatifs⁵⁶. L'Équateur a créé une « zone intangible » dans la réserve de biosphère de Yasuni pour protéger les peuples Tagaeri et Taromenane. Toutefois, cette zone n'englobe pas l'ensemble de leur territoire traditionnel et n'empêche pas l'extraction d'énergie dans les zones environnantes. Les activités pétrolières limitent les déplacements des Tagaeri et des Taromenane, ce qui accroît la probabilité de contacts et les pousse dans les zones occupées par les peuples autochtones Waorani⁵⁷.

30. En raison d'une tendance générale à reconnaître les revendications territoriales fondées sur l'utilisation permanente et sédentaire des terres, les peuples autochtones mobiles sont confrontés à l'expulsion, à l'urbanisation forcée et à la sédentarisation induite, ce qui entraîne la perte de leur culture et de leurs moyens de subsistance ainsi que la fragmentation des familles, des relations sociales et de la gouvernance⁵⁸. L'article 10 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et le paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention n° 169 de l'OIT protègent contre les expulsions et les réinstallations forcées sans le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause. Les droits fonciers non reconnus ou précaires accroissent la vulnérabilité aux expulsions illégales et aux restrictions de déplacement. Même lorsque des lois existent pour protéger contre les expulsions, les garanties sont supplantées par des revendications concurrentes, car la sécurité

⁵³ Contribution de Pauktuutit Inuit Women of Canada. Voir également [A/HRC/54/31/Add.2](#).

⁵⁴ Contribution du Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact.

⁵⁵ Loi n° 28736 sur la protection des peuples indigènes ou aborigènes vivant dans une situation d'isolement ou de premier contact.

⁵⁶ Communication n° PER 1/2024.

⁵⁷ Voir [A/HRC/42/37/Add.1](#). Voir également la communication n° ECU 7/2016.

⁵⁸ Document final du séminaire d'experts sur les peuples autochtones nomades et semi-nomades de la Fédération de Russie, 9 et 10 mars 2024. Voir aussi la contribution du Groupe de contact international des nomades marins.

d'occupation des terres est souvent ancrée dans des idéaux sédentaires ou agraires et industriels⁵⁹.

31. Les peuples autochtones mobiles éprouvent souvent des difficultés à faire reconnaître leurs droits sur les terres, les territoires et les ressources communautaires, car leur mobilité est souvent négligée par les États lorsqu'ils délimitent et attribuent des titres fonciers ou élaborent des plans de gestion foncière. Lorsqu'il existe des recours judiciaires, la procédure est souvent trop coûteuse pour que les peuples autochtones mobiles puissent intenter une action en justice⁶⁰. En plus des coûts élevés, les tribunaux ont « individualisé » la restitution des terres qui appartiennent à la collectivité et abritent les ressources partagées par les peuples autochtones mobiles, parce que les lois protègent les droits individuels au détriment des moyens de subsistance basés sur la mobilité⁶¹.

32. Si les droits des peuples autochtones mobiles sur les terres et les ressources sont largement ignorés, il existe plusieurs exemples où ces droits ont été reconnus par l'État, notamment des lois sur les pâturages au Tadjikistan et en Ouzbékistan; la loi de 2006 sur les tribus répertoriées et autres habitants traditionnels des forêts (reconnaissance des droits d'affouage) en Inde⁶²; la loi de 1999 sur les terres villageoises et la loi de 2010 sur les pâturages et les ressources alimentaires pour animaux, en République-Unie de Tanzanie; la Constitution éthiopienne de 1994 et la proclamation 31/1975⁶³; la loi ougandaise de 1998 sur les terres (chap. 227)⁶⁴. Les codes pastoraux nationaux du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger servent à appuyer et à réglementer le pastoralisme⁶⁵. Au Kenya, la loi de 2016 sur les terres communautaires, la politique foncière nationale de 2009 et la Constitution de 2010 traitent de la sécurité d'occupation des terres et du droit à la propriété et à la gestion communautaires des terres⁶⁶. La reconnaissance par l'État des droits fonciers des peuples autochtones mobiles est essentielle ; cependant, les lois sont souvent ignorées par le gouvernement et les communautés ne peuvent pas les faire valoir.

33. Dans la section 9 des Directives volontaires de la FAO pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (2022), les États sont invités à reconnaître et à protéger les régimes fonciers coutumiers autochtones et à respecter les obligations que leur imposent la Convention n° 169 de l'OIT et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones⁶⁷.

34. La Coalition internationale pour l'accès à la terre a mis au point une trousse à outils à l'intention des pasteurs et d'autres peuples autochtones mobiles⁶⁸, dans laquelle on trouve les bonnes pratiques, telles que les accords entre les groupes

⁵⁹ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁶⁰ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

⁶¹ Ringo W. Tenga, « The right to food and security of pastoral resource rights in the United Republic of Tanzania », dans *The Right to Food and Access to Natural Resources: Using Human Rights Arguments and Mechanisms to Improve Resource Access for the Rural Poor*, Lorenzo Catula, ed. (Rome, FAO, 2009), p. 51.

⁶² Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁶³ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

⁶⁴ Contribution de la World Pastoralist Forum.

⁶⁵ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁶⁶ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

⁶⁷ FAO, Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Rome, Juin 2022

⁶⁸ Coalition internationale pour l'accès à la terre, « ILC toolkit 3 : diverse tenure systems », 2019.

d'utilisateurs de pâturages et l'administration locale concernant les pâturages pour des éleveurs du Kirghizistan et de la Mongolie⁶⁹.

1. Changements climatiques et conservation

35. Les restrictions de mouvement réduisent la capacité d'adaptation et la résilience des peuples autochtones mobiles, dont la survie dépend directement de leurs terres, de leurs territoires et de leurs zones marines⁷⁰. La chaleur, les incendies et les sécheresses provoqués par les changements climatiques détruisent les ressources naturelles, aggravent la pauvreté et l'insécurité alimentaire et menacent la restauration des prairies, des prés, des vallées sous-marines et des aquifères. Pendant les périodes de sécheresse, il y a peu d'eau pour la consommation humaine, l'alimentation du bétail et les cultures. Ces facteurs ont entraîné la perte des moyens de subsistance, des pénuries alimentaires et la malnutrition chez les peuples autochtones mobiles⁷¹. Les conflits internes compromettent davantage leur résilience face aux changements climatiques, car ils ne peuvent pas se déplacer à la recherche d'eau et de pâturages⁷².

36. Les éleveurs sont parfois accusés de favoriser les changements climatiques en contribuant à la dégradation de l'environnement⁷³, mais il est bien établi que le pâturage saisonnier et périodique du bétail est bénéfique pour l'environnement⁷⁴. Contrairement à l'élevage industriel, le pastoralisme permet aux pâturages de se régénérer, ce qui réduit les incendies de forêt, facilite l'hétérogénéité des plantes et renforce le stockage du carbone⁷⁵. Les restrictions imposées aux déplacements accroissent la concentration du bétail et entraînent une dégradation des terres et un manque de productivité. Le déplacement des animaux améliore l'humidité, la fertilité et la biodiversité du sol⁷⁶. Les pasteurs sont également les gardiens des ressources génétiques animales grâce à l'élevage de races adaptables pour l'avenir et de bétail menacé d'extinction⁷⁷.

37. Les pasteurs peuls de Guinée, du Mali, du Niger, du Nigéria et du Sénégal sont particulièrement touchés par les effets néfastes des changements climatiques. En quête de survie, ils quittent leurs terres pendant des mois et amènent leur bétail là où ils trouvent de la nourriture et de l'eau. Des stratégies d'adaptation aux changements climatiques fondées sur la mobilité sont utilisées pour gérer les troupeaux bovins, notamment par la diversification des sources alimentaires et une division différenciée du travail⁷⁸.

38. Ces 80 dernières années, la température moyenne des hauts plateaux mongols a augmenté de 2,25 degrés, soit 2,5 fois la moyenne mondiale, tandis que les précipitations ont diminué de 8 %. Ces conditions tuent le bétail des éleveurs et menacent leurs moyens de subsistance⁷⁹. En Amazonie, les changements climatiques

⁶⁹ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁷⁰ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁷¹ Contribution du Mexique.

⁷² Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

⁷³ Ibid ; et contribution de l'Université de Shizuoka (Japon).

⁷⁴ Barron J. Orr et autres, Cadre conceptuel scientifique relatif à la neutralité en matière de dégradation des terres : Un rapport de l'Interface Science-Politique (Bonn, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, 2019) ; et le défi 5 de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes qui porte sur les communautés.

⁷⁵ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁷⁶ Contribution de Van Gujjar Tribal Yuva Sanghatan.

⁷⁷ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

⁷⁸ Contribution de la World Pastoralist Forum.

⁷⁹ Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

provoquent des températures extrêmes, de graves sécheresses et inondations, ainsi que la disparition d'espèces. Les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact sont les plus vulnérables, car leur survie dépend entièrement des ressources locales⁸⁰. En 2015, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones s'est dit préoccupé par cette situation⁸¹.

39. Comme l'a noté le Rapporteur spécial dans son rapport sur le financement vert qu'il a soumis au Conseil des droits de l'homme, les peuples autochtones mobiles sont particulièrement menacés par la transition verte, car les gouvernements et les investisseurs étrangers partent du principe que leurs terres sont vides⁸². Des parcs éoliens et solaires et des minerais de transition énergétique sont imposés sur les terres des peuples mobiles sans leur consentement; c'est notamment le cas des mégabarrages hydroélectriques en Éthiopie⁸³ et des projets de centrale géothermique d'Olkaria et d'énergie éolienne du lac Turkana (Kenya), le parc solaire photovoltaïque Alcazar Energy (Jordanie)⁸⁴ et la centrale éolienne de Zarafshan (Ouzbékistan).^{85, 86} En Norvège, des litiges sont en cours et les tensions montent au sujet de nouveaux projets éoliens et miniers sur les territoires sâmes⁸⁷, malgré le fait que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ait exhorté le Gouvernement à arrêter la construction de parcs éoliens et que la Cour suprême ait conclu en 2021 que celui-ci avait violé les droits des Sâmes en autorisant la construction de ces parcs⁸⁸. Dans son rapport sur le financement vert, le Rapporteur spécial a également mis en garde contre le risque que l'absence de réglementation des marchés du carbone porte atteinte aux droits des peuples autochtones. En Colombie, le peuple Nükak, de contact récent, a signé un contrat de crédit d'émission de carbone d'une durée de 100 ans comportant des clauses d'exclusivité et d'irrévocabilité en faveur d'une entreprise privée, sans en comprendre pleinement les implications et sans bénéficier d'un appui institutionnel⁸⁹.

40. Des formes d'exclusion en matière de conservation continuent d'être imposées aux peuples autochtones mobiles, entraînant la perte d'accès aux terres, aux territoires, aux ressources et aux zones marines, la réinstallation involontaire, la pauvreté et la perte culturelle. Les principes de « conservation-forteresse » supposent que les peuples autochtones sont incapables de prendre soin de leurs terres et de leurs eaux et de les protéger, et qu'ils sont donc à l'origine de la perte de biodiversité et de la dégradation de l'environnement⁹⁰. Au contraire, des études montrent que les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens de la nature⁹¹. Par exemple, la manière dont les ressources marines et côtières ont été utilisées par le peuple marin Moken du Myanmar et de la Thaïlande a permis d'éviter la dégradation de l'environnement. Ils se déplacent entre les mers et les îles et ne sont pas confinés à des juridictions ou à des nationalités particulières.

⁸⁰ Contribution du Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact.

⁸¹ Communication n° BRA 9/2015.

⁸² [A/HRC/54/31](#).

⁸³ Communication n° ETH 3/2011

⁸⁴ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

⁸⁵ Contribution de l'Oxford University Collective for Pastoralist and Nomadic People

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Contribution du Parlement sâme de Norvège.

⁸⁸ Groupe de travail international pour les affaires autochtones, « Sami activists demand removal of wind turbines in Fosen », 14 octobre 2023.

⁸⁹ Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/20240315-sr-ipeoples-oem-statement-colombia.pdf>.

⁹⁰ Sonam Mahalwal et Asmita Kabra, « The slow violence of fortress conservation creates conditions for socially unjust “voluntary” relocation », *Biological Conservation*, vol. 286 (octobre 2023).

⁹¹ Siham Drissi, « Indigenous Peoples and the nature they protect », Programme des Nations Unies pour l'environnement, 8 juin 2020.

41. Au Népal, la mobilité est un aspect distinct de l'identité des peuples autochtones Chepang. Ils dépendent de la propriété commune et vivent uniquement des terres, des forêts et des cours d'eau qui les entourent. En 1971, le parc national de Chitwan a été créé sur les terres des Chepang sans leur consentement préalable, libre et éclairé. Depuis lors, ils ont été victimes d'expulsions forcées, de la destruction de leurs maisons, de mauvais traitements et de tortures⁹².

42. Plus de 6 000 chasseurs-cueilleurs Twa ont été expulsés de leurs terres par la création du parc national de Kahuzi-Biega en République démocratique du Congo, sans avertissement, compensation, réparation ou possibilité de réinstallation. Ils vivent comme des squatters dépendant de communautés d'accueil non Twa⁹³. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples examine encore leur affaire⁹⁴.

43. En République-Unie de Tanzanie, plus de 45 % des terres sont des zones de conservation appartenant à l'État, notamment la zone de conservation de Ngorongoro, qui attire plus de 600 000 touristes par an. Une modification récente de la loi interdit l'établissement humain à Ngorongoro, ce qui a entraîné l'expulsion forcée de près de 100 000 peuples autochtones, pour la plupart des pasteurs Masaï qui conservent et protègent les prairies grâce à l'élevage du bétail⁹⁵. La loi de 2009 sur la conservation de la vie sauvage confère à l'État le contrôle des ressources de la faune et de la flore sauvages et le Plan stratégique pour l'application des lois foncières de 1999 privatise les terres des pasteurs, ce qui a permis de créer des régimes de gestion de la faune sauvage et des blocs de chasse dans les zones pastorales, a encouragé les investissements dans la chasse aux trophées et d'autres activités touristiques, et conduit à la violence, au meurtre et à la criminalisation des pasteurs Masaï⁹⁶.

44. En Ouganda, le parc national du mont Elgon a été créé sans le consentement préalable, libre et éclairé des pasteurs Benet Mosopisyek, malgré la reconnaissance de leurs terres par la loi. À ce jour, le Gouvernement n'a pas offert aux Benet de compensation juste, de solutions de règlement ou d'autres formes de protection et a adopté une loi sur la conservation et la gestion durable des espèces sauvages sans les consulter⁹⁷.

45. Après que, Vision 2030, le plan national de développement du boisement du Kenya a identifié les pasteurs et les chasseurs-cueilleurs comme la principale cause de la déforestation, le Gouvernement aurait procédé à des expulsions forcées et incendié des maisons dans une zone protégée établie sur les terres des éleveurs de bétail Samburu et des Dorobo, un peuple d'agriculteurs et d'apiculteurs⁹⁸. Les chasseurs-cueilleurs Ogiek ont été chassés de force de leurs terres après que les gardes forestiers ont brûlé leurs maisons et leurs écoles, des actes contraires à l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples qui confirmait leur droit de propriété sur les terres⁹⁹. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a également reconnu les droits des pasteurs Endorois à la terre, au partage des bénéfices et à l'indemnisation, après qu'ils ont été expulsés pour créer la réserve cynégétique du lac Bogoria sans aucune consultation ni indemnisation et contre leurs objections¹⁰⁰.

⁹² Communication n° NPL 3/2020.

⁹³ Communication n° COD 1/2018.

⁹⁴ Contribution conjointe de Minority Rights Group et autres.

⁹⁵ Communication n° COD 1/2018.

⁹⁶ Communication n° TZA 2/2019.

⁹⁷ Communication n° UGA 1/2024.

⁹⁸ Contribution de l'Université de Shizuoka (Japon).

⁹⁹ Communication n° KEN 4/2023 ; KEN 3/2020 ; KEN 2/2016.

¹⁰⁰ Communication n° KEN 2/2021.

46. La loi indienne de 1980 sur la préservation des forêts a augmenté le nombre de zones protégées, mais n'a pas reconnu les droits des pasteurs¹⁰¹. Les pasteurs semi-mobiles Van Gujjars de l'Uttarakhand pratiquent le pâturage tournant et la migration saisonnière des buffles. Ils luttent pour conserver leur mobilité depuis leur expulsion forcée du parc national de Rajaji et abandonnent parfois la transhumance afin de faire valoir leurs revendications territoriales. L'organisation Van Gujjar Tribal Yuva Sanghatan a relancé une pratique coutumière de boisement, en plantant des espèces d'arbres indigènes bénéfiques pour le pastoralisme. Les arbres protègent le sol de l'érosion, préservent la biodiversité et fournissent du fourrage au bétail¹⁰².

2. Industries extractives et autres activités commerciales

47. Les peuples autochtones mobiles se sont vu confisquer leurs terres et leurs voies navigables pour des projets de grande envergure, des activités extractives, une agriculture commerciale et des projets dits de « développement¹⁰³ ». Dans bien des cas, ils ne participent pas à la prise de décisions et n'ont pas accès aux mécanismes de réclamation, de compensation ou de partage des bénéfices. Les procédures permettant d'obtenir le consentement préalable, libre et éclairé font souvent défaut ou ne sont pas bien suivies ou le consentement peut être obtenu sous la contrainte¹⁰⁴. Les personnes qui résistent aux projets d'extraction peuvent faire l'objet d'intimidation, d'incrimination, de violence, de détention, de disparition forcée et d'exécutions extrajudiciaires. Dans le cas des peuples autochtones en isolement volontaire, il faut partir du principe qu'ils n'ont pas donné leur consentement.

48. Au Kenya, Tullow Oil se prépare à extraire et à exporter du pétrole brut, son projet contaminera ainsi des points d'eau fréquentés par des peuples autochtones mobiles et leur bétail¹⁰⁵. L'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est, un projet majeur de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie, a des effets néfastes sur les pasteurs Masaï et les chasseurs-cueilleurs Akie de la région. Des consultations ont été engagées avec les villages touchés, mais il n'existe aucune structure formelle permettant leur participation¹⁰⁶.

49. En Amazonie, l'activité minière a augmenté de 300 % entre 2015 et 2021¹⁰⁷. L'exploitation minière, forestière et agro-industrielle, légale et illégale, menace la survie physique et culturelle des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact, notamment les Yanomami au Brésil¹⁰⁸, les Yuri, les Passé et les Jiw en Colombie¹⁰⁹, les Ayoreo en Bolivie (État plurinational de)¹¹⁰ et au Paraguay¹¹¹, les Pacahuara, les Toromona, les Esse Ejja dans l'État plurinational de Bolivie et les Dugakaeiri et les Taromenane en Équateur¹¹². Le projet gazier Camisea, au Pérou, a de graves répercussions sur la santé, la vie, la culture et les territoires des

¹⁰¹ Coalition internationale pour l'accès à la terre, « The pastoralist parliament in India : amplifying community voices », 31 août 2021 ; et CERD/C/IND/CO/19.

¹⁰² Contribution de Van Gujjar Tribal Yuva Sanghatan.

¹⁰³ Contribution de Inisiasi Masyarakat Adat.

¹⁰⁴ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

¹⁰⁵ Contribution de l'Université de Northumbria.

¹⁰⁶ Contribution de la Pilot Light Development Organization ; Communication n° UGA 2/2023.

¹⁰⁷ Contribution conjointe de : Secoya Indigenous Organization (Pérou), Sickopai Nation (Équateur), A'i Cofán de Sinangoe Community, Santa Cruz de Piñuña Blanco Reservation (Po Piyuya) de Ziobain Pueblo, Ceibo Alliance Foundation, et Amazon Frontlines.

¹⁰⁸ Communication n° BRA 3/2021.

¹⁰⁹ Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/20240315-sr-ipeoples-oem-statement-colombia.pdf>.

¹¹⁰ Voir A/HRC/11/11.

¹¹¹ Voir CCPR/C/PRY/CO/4.

¹¹² Contribution du Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact.

peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact¹¹³. En Papouasie occidentale (Indonésie) et dans les îles Andaman (Inde), la mobilité des peuples autochtones en isolement est menacée par l'absence de reconnaissance de leurs droits¹¹⁴ et par l'incidence des infrastructures minières, commerciales et touristiques.

50. En Mongolie, l'exploitation minière nuit aux moyens de subsistance des éleveurs, à leur bétail, à leurs connaissances traditionnelles, à la qualité de l'eau, aux pâturages, aux sites sacrés et aux pratiques culturelles. Les produits chimiques utilisés dans l'exploitation minière contaminent les terres et les eaux, y compris les prairies où le bétail se nourrit¹¹⁵. La poussière minière colle aux moutons, ce qui empêche aux éleveurs de vendre leur laine de cachemire¹¹⁶. Les éleveurs ont le droit d'utiliser les pâturages et peuvent régler les différends dans le cadre des structures administratives locales, mais ils ne peuvent pas déposer de plainte contre les sociétés minières¹¹⁷. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est dit préoccupé par le fait que les droits des éleveurs mobiles étaient violés par les activités minières menées sur leur territoire sans leur consentement préalable, libre et éclairé, ni compensation adéquate¹¹⁸.

51. En Amérique du Sud, les nomades marins habitent des zones côtières riches en biodiversité qu'ils contribuent à préserver depuis des générations. Malgré la création d'une réserve naturelle, l'écosystème fragile dans lequel ils vivent est menacé par l'incidence de la pisciculture sur l'environnement. Ils ont exhorté l'État à reclasser la réserve naturelle afin de limiter les activités commerciales, mais ces demandes sont restées lettre morte¹¹⁹.

52. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a exprimé sa préoccupation au sujet des peuples autochtones Tsimane de l'État plurinational de Bolivie, dont la survie culturelle et économique est menacée par l'expansion des activités économiques sur leurs territoires. Ces activités se poursuivent malgré l'établissement de zones de protection générale de ces peuples¹²⁰.

53. En Suède, premier producteur de minerai de fer d'Europe, les projets miniers se développent malgré les préoccupations exprimées par le Rapporteur spécial¹²¹. Les Sâmes ont perdu leur appel dans l'affaire contestée de la mine Gallok devant la Cour administrative suprême le 25 juin 2024.

54. Le Gouvernement indien a élaboré deux mégaprojets : le développement holistique de l'île de Grand Nicobar et le développement durable de l'île de Little Andaman (Document de Vision), qui menacent la survie des chasseurs-cueilleurs Shompen et Sentinelese qui vivent en isolement volontaire¹²².

¹¹³ Communication n° PER 4/2012.

¹¹⁴ [A/HRC/52/8](#).

¹¹⁵ Consultation virtuelle sur la situation des peuples autochtones mobiles, organisée par l'Université d'Oxford et l'Université d'Arizona, 19 mars 2024.

¹¹⁶ Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

¹¹⁷ Contribution conjointe de l'Université d'Oxford et d'autres entités.

¹¹⁸ [E/C.12/MNG/CO/4](#).

¹¹⁹ Alan Friedlander et autres, *Kawésqar : Conocimiento Tradicional, Biodiversidad y Recomendaciones de Conservación. Informe de la Expedición National Geographic Pristine Seas y los Pueblos Kawésqar y Yagán* (2021).

¹²⁰ [CERD/C/BOL/CO/21-24](#), par. 33.

¹²¹ Communication n° SWE 2/2022.

¹²² Communication CERD/EWUAP/106thsession/2022/MJ/CS/KS.

3. Tourisme

55. En Jordanie, les sites touristiques exploitent, dépossèdent et déplacent fréquemment les bergers bédouins, tout en utilisant leur patrimoine culturel à des fins commerciales. Pétra, où vivent les Bédouins depuis environ 500 ans, est le site touristique le plus visité de Jordanie. Après la désignation de Pétra comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO, les Bédouins ont été chassés de la région et réinstallés de leur plein gré. Toutefois, les logements de remplacement étaient inadéquats, sans espace pour les animaux, et l'indemnisation était insuffisante pour remplacer les moyens de subsistance perdus¹²³.

56. Au Brésil, les peuples autochtones guaranis perdent l'accès à leurs terres en raison de la construction du complexe hôtelier de luxe Maraey dans une réserve biologique de zones humides côtières. Le mot guarani « maraey » a été utilisé à des fins commerciales sans leur autorisation. Les Guaranis craignent pour leur vie, car les eaux sont polluées par les travaux de construction, malgré deux arrêts de la Cour suprême visant à protéger leurs terres¹²⁴.

57. De nombreux peuples de marins se déplacent constamment d'un endroit à l'autre à bord de bateaux, vivant presque exclusivement sur l'eau et dépendant de la pêche pour leur subsistance. Les récifs coralliens et les mangroves fréquentés par les peuples de marins sont de plus en plus souvent la cible d'activités commerciales et de projets touristiques qui sont développés sans systèmes de gestion des déchets suffisants, ce qui affecte la biodiversité et les stocks de poissons et ferme l'accès à des zones marines critiques. Le savoir autochtone sur la mer est exploité à des fins commerciales, et les pêcheurs de subsistance sont contraints de récolter des ressources pour des consommateurs éloignés. Ainsi, les Moken sont perçus comme la source de la dégradation des côtes, en particulier là où des zones protégées ont été créées¹²⁵. Certains gens de mer dont les moyens de subsistance ont été érodés s'installent progressivement sur les côtes et les petites îles et développent des moyens de subsistance terrestres. Sur terre, ils se heurtent à la discrimination, aux différences culturelles, aux problèmes sociaux et aux difficultés d'accès aux ressources.

58. En Mongolie, les motifs des bergers nomades mongols sont utilisés dans le tourisme et les campagnes de communication nationaliste sans leur consentement¹²⁶.

59. En Ouganda, les corridors écologiques créés pour l'industrie du tourisme et répertoriés dans le journal officiel ont provoqué des conflits entre les humains et la faune sauvage dans les communautés pastorales et détruit des biens communautaires, sans qu'aucune compensation n'ait été accordée¹²⁷.

C. Liberté de circulation et droit à la sécurité

1. Peuples autochtones mobiles transfrontaliers et apatrides

60. Les peuples autochtones mobiles transfrontaliers ont des droits inhérents à la mobilité, fondés sur des schémas historiques de déplacement entre les frontières et au-delà de celles-ci, antérieurs à la formation des États-nations. Avec la délimitation des frontières nationales, les peuples autochtones mobiles se sont retrouvés séparés par les frontières et divisés entre les États, ce qui les a soumis à des restrictions en matière d'immigration et leur a coupé l'accès aux pâturages, aux forêts et aux zones

¹²³ Contribution de l'Université de Northumberland.

¹²⁴ Contribution de Grenoble École de management.

¹²⁵ Contribution du Groupe de contact international des nomades marins.

¹²⁶ Contribution conjointe de l'Université d'Oxford et d'autres entités.

¹²⁷ Contribution de la World Pastoralist Forum.

marines. Ils sont souvent considérés comme des migrants après avoir pénétré dans le territoire d'un autre État. Les tensions entre les États aggravent l'instabilité, forcent les migrations transfrontalières et augmentent le risque d'exposition aux conflits armés, à la traite de personnes et au trafic de drogues¹²⁸. Le manque de compréhension de la mobilité a créé l'apatridie parmi les peuples autochtones mobiles et la non-reconnaissance de leur caractère multinational limite l'exercice de leurs droits fondamentaux.

61. Les éleveurs de rennes sâmes de Finlande, de Norvège, de Russie et de Suède étaient très dépendants de la mobilité sur de longues distances avant la création des frontières étatiques, qui ont entravé leur mobilité. Les projets d'infrastructure, les industries extractives et les activités touristiques ont entraîné la perte et la fragmentation des pâturages, limitant les déplacements, les taux de reproduction et la survie globale des rennes¹²⁹. La Norvège et la Suède négocient une nouvelle convention sur l'élevage transfrontalier de rennes depuis l'expiration de la précédente en 2005.

62. En Afrique, les peuples pasteurs, comme les Peuls, comptent sur les déplacements saisonniers transfrontaliers pour préserver les liens sociaux avec leurs proches¹³⁰. Les Masaï du Kenya, qui traversent la République-Unie de Tanzanie pour rendre visite à leur famille, se sont vu confisquer leur bétail par le Gouvernement¹³¹. Ils se déplaçaient traditionnellement à travers la région en suivant les nuages en période de sécheresse, mais ils sont désormais arrêtés par les patrouilles frontalières, ce qui compromet leur résilience face aux changements climatiques et leur gestion des terres et des ressources¹³².

63. Les Inuits du Nunavut (Canada), qui conservent des liens familiaux aux États-Unis et au Groenland, éprouvent des difficultés à maintenir ces liens, ainsi qu'à accéder à l'emploi, à l'éducation et au commerce transfrontaliers. Le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord engage le Canada à réduire les obstacles à la mobilité des Inuits de part et d'autre de la frontière entre le Canada et le Groenland et de celle entre le Canada et l'Alaska. Les Inuits du Groenland et du Canada ont proposé la création d'une aire marine protégée gérée par les Inuits des deux pays. Une zone de libre circulation permettra de faire la chasse et de réunir les familles¹³³. Le Gouvernement du Canada travaille également sur les questions de mobilité par l'intermédiaire du Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne et du Plan d'action de la Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui comprend des mesures visant à modifier les dispositions relatives au droit d'entrée et aux permis de travail et d'études accordés par le Canada afin d'aborder « les répercussions du colonialisme sur les groupes autochtones touchés par les frontières internationales »¹³⁴.

64. En Algérie, au Maroc et au Tchad, les Bédouins transfrontaliers éleveurs de chameaux se nourrissent de lait et de viande de chameau et vivent dans des tentes faites de poils de chameau. Les États ont entravé leur mobilité en encourageant l'assimilation dans les zones urbaines, ce qui a entraîné la destruction des milieux

¹²⁸ Contribution des Bédouins de Jordanie ; manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024 ; contribution du Conselho Indigenista Missionário (CIMI).

¹²⁹ [A/HRC/18/35/Add.2](#).

¹³⁰ Contribution de l'Université et du Centre de recherche de Wageningen.

¹³¹ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization Voir également la communication n° TZA 2/2013 ; TZA 1/2014 ; TZA 2/2019.

¹³² Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

¹³³ [A/HRC/54/31/Add.1](#).

¹³⁴ Contribution du Canada ; voir aussi <https://www.justice.gc.ca/eng/declaration/ap-pa/index.html>.

physiques. Les Bédouins sont la cible de la contrebande de drogue en raison de leur tradition nomade et de leur capacité à franchir les frontières, et les jeunes Bédouins qui n'ont pas de possibilités d'activités économiques risquent particulièrement d'être pris pour cible. Les Bédouins transfrontaliers qui vivent entre la Jordanie et la République arabe syrienne sont affectés par les restrictions imposées aux déplacements, notamment celles causées par les conflits¹³⁵.

65. Les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact se trouvent au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela (République bolivarienne du), et leurs territoires s'étendent souvent sur plusieurs frontières nationales¹³⁶. Les Ayoreo, qui vivent en isolement entre le Paraguay et l'État plurinational de Bolivie, traversent régulièrement les frontières pour accéder aux marais salants. De même, les Mashco Piro se déplacent entre le Brésil et le Pérou. Malgré les mesures prises par certains États, comme le Brésil, l'Équateur et le Pérou, qui ont établi des corridors pour protéger leurs territoires et favoriser la mobilité, les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact qui vivent le long des frontières restent vulnérables aux conflits armés, à l'exploitation minière et forestière, au trafic de drogues et à la militarisation¹³⁷. Dans ce contexte, le Gouvernement brésilien, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Conseil autochtone de l'État fédéral de Roraima ont lancé le plan de vie pour les peuples autochtones originels Warao, E'ñepa et Ka'riña du Venezuela qui vivent au Brésil¹³⁸.

66. Les Bajau, peuples de marins qui vivent de part et d'autre des frontières maritimes de l'Indonésie, de la Malaisie et des Philippines, n'ont pas de nationalité fixe. Les nomades marins apatrides se voient refuser l'accès aux programmes gouvernementaux et peuvent être mal perçus par les États en raison de l'impossibilité de les localiser et de les imposer¹³⁹. Des étudiants membres de la communauté de gens de mer Bajau Laut (Malaisie) ont été arrêtés après une manifestation appelant à un meilleur accès à l'eau. Ces détentions ont eu lieu après l'expulsion de personnes membres du peuple autochtone Bajau Laut à Semporna, Sabah (Malaisie)¹⁴⁰.

67. En Amérique latine, plusieurs initiatives ont été prises pour protéger et reconnaître les peuples autochtones mobiles transnationaux. Les États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR)¹⁴¹ ont créé une Commission technique pour le dialogue avec les peuples autochtones transfrontaliers afin de recueillir des informations et de renforcer la coopération pour répondre à leurs besoins¹⁴². En 2019, le Costa Rica a adopté la loi 9710, rédigée en consultation avec les peuples Ngäbe-Buglé, et visant à reconnaître leur caractère transnational et leur droit à la nationalité¹⁴³. La Constitution colombienne reconnaît le droit à la nationalité aux membres des peuples autochtones qui partagent des territoires limitrophes¹⁴⁴. Toutefois, l'apatridie affecte considérablement les peuples autochtones

¹³⁵ Contribution de l'Université de Northumberland.

¹³⁶ Contribution conjointe de la Secoya Indigenous Organization et autres.

¹³⁷ Contribution du Programme autochtone de l'Agence espagnole de coopération internationale au développement du Ministère des affaires étrangères ; manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

¹³⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « Life Plan reveals future perspectives for Venezuela's indigenous people », 2 août 2023.

¹³⁹ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

¹⁴⁰ Amnesty International, « Stop crackdown on Bajau Laut people », 22 juin 2024 ; et [A/HRC/42/47/Add.2](#).

¹⁴¹ Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay.

¹⁴² Contribution du Paraguay.

¹⁴³ Voir [A/HRC/51/28/Add.1](#).

¹⁴⁴ Constitution colombienne, art. 96.

transfrontaliers en raison des restrictions à l'enregistrement des faits d'état civil et de la menace constante de déplacements forcés¹⁴⁵.

68. En Afrique de l'Ouest, les pasteurs se voient offrir des certificats internationaux de transhumance pour faciliter leurs mouvements frontaliers, mais ils restent soumis aux protocoles des pays d'accueil. Plusieurs traités bilatéraux permettent la libre circulation des peuples autochtones mobiles entre les États, notamment le Traité d'amitié et de bon voisinage signé par la France et la Jamahiriya arabe libyenne en 1955 ; le traité de Stromstad signé par la Norvège et la Suède en 1751 ; et le traité anglo-éthiopien de 1897, qui accordait des droits de pâturage réservés aux peuples mobiles de part et d'autre de la frontière entre l'Éthiopie et la Somalie¹⁴⁶. En 2019, le Kenya et l'Ouganda ont signé un mémorandum d'accord dans lequel ils reconnaissent l'importance de la mobilité transfrontalière des pasteurs¹⁴⁷.

2. Peuples autochtones mobiles touchés par des conflits armés et la militarisation

69. Les peuples autochtones sont victimes de conflits armés internes et internationaux, notamment lorsqu'ils résistent à l'occupation ou à l'exploitation de leurs terres et de leurs ressources à des fins militaires¹⁴⁸. Les tensions et les violences transfrontalières peuvent exposer les peuples autochtones mobiles à la discrimination et au harcèlement de la part des forces de sécurité des frontières, ainsi qu'aux violations des droits humains qui en découlent.

70. Les peuples autochtones mobiles sont touchés par les crises de réfugiés causées par des conflits armés. L'afflux de personnes fuyant les guerres en Somalie et au Soudan du Sud voisins a entraîné une pénurie de ressources naturelles pour les peuples autochtones mobiles du Kenya, après la construction de camps de réfugiés sur leurs terres. De même, les réfugiés syriens qui traversent la frontière jordanienne exercent des pressions sur des terres où il n'y a pas de délimitation claire ni de titres de propriété sur les territoires qui appartiennent aux Bédouins. La demande accrue de pâturages, ainsi que l'incidence des changements climatiques et de la sécheresse, réduit les zones adaptées au pâturage et à une utilisation durable¹⁴⁹.

71. Depuis la première guerre israélo-arabe, les Bédouins palestiniens ont subi des générations de violence militarisée. Avant 1948, quelque 65 000 à 100 000 Bédouins vivaient dans le désert du Néguev. Après 1948, Israël a confisqué des terres bédouines pour créer des zones militaires, réduisant leur population à 11 000 personnes, la plupart ayant été expulsées et forcées de fuir à Gaza et en Cisjordanie, ainsi qu'en Égypte et en Jordanie¹⁵⁰. Les peuples autochtones bédouins d'Israël et de Cisjordanie occupée sont victimes de déplacements forcés, de détentions arbitraires et de conflits armés¹⁵¹. Le 8 mai 2024, les unités de police israéliennes ont mené leur plus vaste projet de démolition de maisons palestiniennes depuis des années, détruisant

¹⁴⁵ Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/20240315-sr-ipeoples-oem-statement-colombia.pdf>.

¹⁴⁶ Jérémie Gilbert, "Human rights approach to nomadic peoples' land rights", *Human Rights Law Review*, vol. 7, n° 4 (2007).

¹⁴⁷ Groupe de travail international pour les affaires autochtones, « Indigenous world 2020 : Uganda », 11 mai 2020.

¹⁴⁸ Voir [A/HRC/EMRIP/2023/2](#).

¹⁴⁹ Contribution de la Jordanie, Groupe d'équipe de la Mafraq Youth Association – Projet des exploitations pastorales.

¹⁵⁰ Groupe de travail international pour les affaires autochtones, « The indigenous world 2023 : Israel », 30 mars 2023.

¹⁵¹ Communication n° ISR 3/2022 ; [A/78/545](#) ; [A/HRC/18/35/Add.1](#).

47 maisons et expulsant de force plus de 300 Bédouins palestiniens du village bédouin non reconnu de Wadi al-Khalil, dans le Néguev¹⁵².

72. L'application des lois et politiques militaires dans les communautés bédouines égyptiennes se traduit par des détentions arbitraires, des actes de torture et des exécutions extrajudiciaires¹⁵³. Les Bédouins du Sinaï ont subi des déplacements massifs après la destruction présumée de leurs maisons et de leurs terres par l'armée, et ils ne sont autorisés à sortir du Sinaï qu'avec un permis. Après que des milliers de Bédouins du Sinaï ont protesté contre leur déplacement et le refus de les laisser retourner sur leurs terres, ils ont été arrêtés et jugés par des tribunaux militaires improvisés, sans avocat ni droit d'appel. Les enfants subissent de plein fouet les conséquences du conflit, lorsque les écoles sont attaquées ou utilisées comme bases militaires, et sont recrutés par l'armée et les milices¹⁵⁴.

73. Les peuples autochtones mobiles Twa du Rwanda n'ont pas bénéficié de réparations ni participé aux commémorations du génocide de 1994, bien qu'ils aient subi d'importants préjudices physiques et psychologiques. Les familles Twa n'ont pas accès aux fonds publics destinés aux survivants du génocide, qui leur permettent de bénéficier d'une éducation, de soins de santé et de possibilités d'emploi¹⁵⁵.

74. Les pasteurs Karamojong d'Ouganda ont subi des décennies de violence militarisée, ce qui a entraîné des changements importants dans leur mode de vie pastoral, notamment l'émigration, la sédentarisation et la perte de bétail¹⁵⁶.

75. Le conflit armé en Colombie a accru les menaces pesant sur les peuples autochtones mobiles transfrontalières, ce qui a provoqué une insécurité alimentaire, des vulnérabilités en matière de santé et des violences sexuelles¹⁵⁷. Le long de la frontière entre la Colombie et le Pérou, les trafiquants de drogue cultivent des champs de coca sur les territoires autochtones afin d'échapper aux forces de l'ordre. Près de la moitié des plantations de coca sont situées dans des zones de gestion spéciale, telles que des parcs nationaux, et 10 % dans des territoires autochtones¹⁵⁸. Les peuples autochtones en situation de premier contact, comme les Nükak et les Hitnü, sont particulièrement vulnérables, bien qu'ils fassent partie de ceux que la Cour constitutionnelle considère comme menacés d'extinction¹⁵⁹.

D. Droits économiques, sociaux et culturels

76. Les peuples autochtones mobiles se heurtent à des obstacles dans l'exercice de leurs droits économiques et sociaux lorsque leur identité et leur mode de vie ne sont pas reconnus et respectés, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins de santé¹⁶⁰. Ces inégalités trouvent leur origine dans la marginalisation socio-économique, l'aliénation de la culture et des ressources, la

¹⁵² Amnesty International, « Israel/OPT : over 300 Palestinian-Bedouin face forced evictions following mass home demolitions in Negev/Naqab », 9 mai 2024.

¹⁵³ Justice House, contribution soumise au mécanisme d'experts, janvier 2023. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/emrip/seminars/undrip/emrip-ipos-ngos/Justice_House.pdf.

¹⁵⁴ Contribution conjointe de Minority Rights Group et autres.

¹⁵⁵ Contribution de la Unrepresented Nations and Peoples Organization.

¹⁵⁶ Contribution de l'Université de Tufts.

¹⁵⁷ Contribution du Groupe de travail international sur les peuples autochtones en situation d'isolement et de premier contact.

¹⁵⁸ Contribution conjointe de la Secoya Indigenous Organization et autres.

¹⁵⁹ Cour constitutionnelle de Colombie, ordonnances n° 004 de 2009, 266 de 2017 et 351 de 2019.

¹⁶⁰ Gilbert, *Peuples nomades et droits de l'homme*.

dégradation de l'environnement, l'exclusion de la participation à la vie politique et l'insuffisance des mesures prises par les pouvoirs publics¹⁶¹.

77. Les États concentrent généralement les établissements d'enseignement et de santé dans les villes. En l'absence d'écoles et de soins de santé mobiles, il est difficile, voire impossible, pour les peuples autochtones mobiles de satisfaire leurs besoins, en particulier pour ceux qui vivent dans des zones reculées¹⁶². Avec l'expansion des villes, les terres des peuples autochtones mobiles sont réduites, ce qui oblige de nombreuses familles à modifier leur identité et à se réinstaller. Puisque ces peuples n'ont pas les ressources économiques nécessaires pour acquérir une propriété, ils s'installent souvent à la périphérie des villes, où ils manquent de services et d'infrastructures de base¹⁶³.

78. À mesure que les peuples autochtones mobiles migrent de plus en plus vers les zones urbaines à la recherche d'une éducation et d'un emploi, leurs besoins et leurs droits particuliers sont souvent négligés¹⁶⁴. Ils peuvent rencontrer des difficultés d'adaptation à un nouvel environnement, notamment des barrières linguistiques, le choc culturel, un manque d'accès aux terres communales et aux aliments traditionnels, un programme d'études culturellement inapproprié, le racisme et la discrimination, ainsi qu'une déconnexion de leur communauté¹⁶⁵.

79. En Amérique latine, bien que les données statistiques précises soient rares, les peuples autochtones transnationaux sont confrontés à des difficultés considérables pour accéder à des services de santé et d'éducation adaptés à leur culture, ainsi qu'à l'électricité, au gaz et à l'Internet. En outre, ils connaissent un taux de chômage élevé et des violations de leurs droits du travail, et sont souvent contraints de travailler dans le secteur non structuré de l'économie¹⁶⁶.

80. En Colombie, les peuples autochtones en situation de premier contact se sont déplacés de leurs territoires ancestraux vers les centres urbains en raison du conflit armé et de l'exploitation économique de leurs terres. Cette urbanisation forcée s'est produite en l'absence de politiques qui tenaient dûment compte de leurs besoins territoriaux, culturels et linguistiques, ce qui a créé d'importants obstacles à leur accès aux services de base¹⁶⁷.

81. Les jeunes autochtones mobiles se déplacent de plus en plus vers les villes ou d'autres pays à la recherche de nouvelles possibilités en raison des effets combinés de la discrimination, du manque d'accès aux ressources et aux services de base et des incitations à rechercher de nouveaux moyens de subsistance¹⁶⁸. Lorsque les jeunes quittent leur communauté, cela affecte la transmission de la culture et le renouvellement des générations. Dans les hauts plateaux péruviens, les jeunes

¹⁶¹ Chundankuzhiyil Ulahannan Thresia et autres, « The health of indigenous populations in South Asia : a critical review in a critical time », *International Journal of Social Determinants of Health and Health Services*, vol. 52, n° 1 (janvier 2022).

¹⁶² Rahma Hassan, Karuti Kanyinga et Iben Nathan, « No option but to settle! The Community Land Act, devolution and pastoralism in Samburu County, Kenya », *Nomadic Peoples*, vol. 27, n° 2 (2023) ; et la contribution du Groupe d'équipe de la Mafraq Youth Association.

¹⁶³ Mexique, contribution du Secrétariat aux Relations extérieures.

¹⁶⁴ A/76/202.

¹⁶⁵ Ibid ; et contribution du Canada.

¹⁶⁶ Contribution conjointe de la Secoya Indigenous Organization et autres.

¹⁶⁷ Voir <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/indigenouspeoples/sr/statements/20240315-sr-ipeoples-oem-statement-colombia.pdf>.

¹⁶⁸ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

éleveurs partent vers les zones urbaines. Ils perdent ainsi leur mode de vie traditionnel et mettent en péril leur sécurité¹⁶⁹.

82. Pour les peuples autochtones mobiles, l'accès aux services de santé, y compris les soins de santé primaires, les soins maternels et l'assistance médicale d'urgence, est souvent limité dans les zones reculées en raison de la distance, du coût, de la médiocrité des infrastructures et de la discrimination institutionnelle¹⁷⁰. Les peuples autochtones mobiles du Kenya doivent parcourir de longues distances à pied pour se rendre dans les centres de santé, qui sont souvent mal équipés¹⁷¹. Pendant, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les Bédouins de Jordanie ont souffert de retards importants dans la fourniture de services de santé et de prévention en raison de leur mobilité et de leur éloignement des zones urbaines¹⁷².

83. Les modes de vie mobiles constituent une source de nutrition importante et abordable. Cela est particulièrement vrai pour les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact. Les communautés mobiles déplacées peuvent souffrir de niveaux élevés de malnutrition lorsqu'elles sont empêchées d'accéder à leurs terrains de chasse, de cueillette et de pêche, ainsi qu'aux ressources forestières¹⁷³. Leur déplacement peut entraîner des crises humanitaires¹⁷⁴. En Afrique, le pastoralisme offre des produits animaux produits de manière durable, tout en contribuant aux économies nationales et mondiales. L'Union africaine estime que les 268 millions de pasteurs africains contribuent à hauteur de 10 à 44 % au produit intérieur brut (PIB) des pays du continent¹⁷⁵.

84. Les possibilités d'éducation pour les peuples autochtones mobiles sont limitées par des différences linguistiques, des infrastructures inadéquates, des programmes d'études déconnectés de la culture, un faible taux de scolarisation et une mauvaise qualité de l'enseignement. L'isolement géographique aggrave ces difficultés. Leur mode de vie mobile est souvent mis en cause, plutôt que l'incapacité ou le manque de volonté des gouvernements à répondre à leurs besoins¹⁷⁶. Par exemple, seuls 50,1 % des Inuits vivant dans l'Inuit Nunangat (Canada) ont obtenu le diplôme de fin d'études secondaires requis pour suivre des études supérieures. Dans les régions reculées, les programmes d'éducation sont peu nombreux, le coût de la vie est élevé et il y a un manque de logements¹⁷⁷. Le fait que la Fédération de Russie, la Finlande, la Norvège et la Suède n'aient pas inclus d'informations sur la culture sâme dans les programmes d'enseignement a favorisé la violence et le racisme contre ces peuples¹⁷⁸.

85. Les enfants Ogiek, Sengwer et Endorois en âge d'être scolarisés sont confrontés à une éducation de mauvaise qualité, à une pénurie d'enseignants, à des expulsions de leurs terres ancestrales, à des grossesses à l'adolescence, à des mariages précoces et à un manque de matériel pédagogique. Les enfants doivent parfois marcher jusqu'à 30 km pour aller à l'école. Nombreux sont ceux qui abandonnent l'école en raison

¹⁶⁹ Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

¹⁷⁰ Thresia et autres, « The health of indigenous populations in South Asia ».

¹⁷¹ Contribution de la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization

¹⁷² Contribution du Groupe d'équipe de la Mafraq Youth Association.

¹⁷³ Rainforest Foundation, « Severe human rights abuses reported in and around Salonga National Park, Democratic Republic of Congo », mai 2019.

¹⁷⁴ Comisión Interamericana de Derechos Humanos, « CIDH y REDESCA : Brasil debe garantizar la supervivencia del Pueblo Yanomami », 8 février 2023.

¹⁷⁵ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

¹⁷⁶ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rapport de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, p. 55.

¹⁷⁷ Contribution du Canada, dans laquelle il cite le recensement de 2021.

¹⁷⁸ Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024. Voir également [A/HRC/18/35/Add.2](#).

des distances et des dangers liés à la marche pour se rendre à l'école, tels que les rencontres avec des animaux sauvages et les agressions sexuelles¹⁷⁹.

86. Les peuples autochtones inuits vivant dans l'Inuit Nunangat ont un taux d'emploi de 47,9 %, contre 89,9 % pour les non-autochtones de la région. Parmi les obstacles à l'emploi figurent le faible niveau d'instruction, l'insuffisance de la formation, la réduction des possibilités d'emploi, les responsabilités familiales, le manque de services de garde d'enfants et l'accès limité à un logement convenable et abordable. De nombreux Inuits ne participent pas à l'économie salariale, mais se livrent à des activités terrestres telles que la chasse, la pêche et la cueillette, qui font partie intégrante de leurs moyens de subsistance, de leur identité culturelle, de leur alimentation et de leur sécurité alimentaire¹⁸⁰.

87. Les pasteurs Van Gujjar de l'Inde n'ont souvent pas de moyens de subsistance alternatifs compatibles avec leurs compétences. L'accès limité à l'éducation et à la formation professionnelle les empêche aussi d'entreprendre des activités rémunératrices autres que le pastoralisme¹⁸¹.

88. Au Kenya, les pasteurs masaï sont confrontés à des problèmes de subsistance liés à l'appauvrissement des pâturages, à la médiocrité des infrastructures, à l'insuffisance des installations de commercialisation, de transformation et de stockage, à la médiocrité de l'inspection, du classement et de la certification, à l'absence de contrôle de la qualité, au sous-développement des marchés d'exportation, à la faible demande de viande, à l'inflation élevée, à l'exploitation par les intermédiaires et à l'augmentation de la pauvreté¹⁸². La privatisation des terres pastorales autour de Nairobi a permis à des pasteurs individuels de vendre des terres, ce qui les a amenés à abandonner complètement le pastoralisme au profit d'un travail salarié ou d'autres activités économiques jugées plus rentables¹⁸³.

89. Le manque d'appui au développement de l'élevage et au pastoralisme contribue à l'aggravation de la pauvreté parmi les Masaï. Parmi les défis à relever figurent la forte prévalence des maladies due à la réduction de la mobilité du bétail et à l'appauvrissement des forêts où se trouvent les médicaments destinés au bétail, l'insuffisance de la lutte contre les maladies, l'absence de politiques favorables au pastoralisme, l'éloignement des marchés, la médiocrité des infrastructures et le banditisme¹⁸⁴. Les organisations locales comblent le manque d'appui en menant des projets au profit de leurs communautés. Par exemple, la Pilot Light Development Organization (PILIDO), en collaboration avec d'autres organisations, permet aux femmes masaï de posséder et de gérer leurs propres moulins et de suivre une formation en matière de droit foncier, d'agriculture, de santé publique et de gestion d'entreprise¹⁸⁵.

90. L'organisation ougandaise Dynamic Agro-Pastoralist Development Organization aide à mettre en place des projets socio-économiques ainsi qu'à enregistrer et à délimiter les terres des pasteurs à Karamoja¹⁸⁶. L'Afrique du Sud a lancé des programmes dans les parcs nationaux pour employer les Khoïsans et mettre

¹⁷⁹ Contribution conjointe de Minority Rights Group et autres.

¹⁸⁰ Contribution du Canada, dans laquelle il cite le recensement de 2021.

¹⁸¹ Contribution de Van Gujjar Tribal Yuva Sanghatan.

¹⁸² Contribution de la Pilot Light Development Organization.

¹⁸³ Contribution conjointe de l'École de gestion des catastrophes et d'aide humanitaire de l'Université des sciences et technologies Masinde Muliro (Kenya), et du programme des droits humains de la faculté de droit de l'Université d'Édimbourg. Voir également [A/HRC/4/32/Add.3](#).

¹⁸⁴ Contribution de la Pilot Light Development Organization.

¹⁸⁵ Ibid.

¹⁸⁶ Contribution de la World Pastoralist Forum.

à profit leurs compétences spécialisées¹⁸⁷. Les pasteurs indiens concluent des accords réciproques avec les agriculteurs pour fournir du fumier fertilisant provenant de leur bétail en échange d'un permis de pâturage ou d'un revenu¹⁸⁸. En Argentine, les éleveurs créent des emplois et favorisent le développement local en produisant des biens de consommation et en commercialisant des produits tels que la viande, le lait, les fibres de laine et les peaux¹⁸⁹. Le Maroc appuie l'élevage de chameaux en forant des puits et en créant des stations d'eau portables où les chameaux paissent, ce qui permet ainsi d'intégrer les éleveurs de chameaux à l'économie locale¹⁹⁰.

VI. Conclusions et recommandations

91. Les peuples autochtones mobiles subissent des formes multiples et systémiques de discrimination et de violations des droits humains fondées sur des stéréotypes négatifs concernant leur mode de vie nomade, de sorte que leurs droits ne sont souvent pas protégés par les cadres juridiques et politiques des États.

92. L'insécurité foncière demeure au cœur de toutes les inégalités dont souffrent les peuples autochtones mobiles, y compris l'absence de leur participation aux processus de prise de décisions. Afin d'accroître leur participation, il faut non seulement garantir leurs droits fonciers coutumiers, mais aussi veiller à ce que la mobilité ne soit pas perçue comme un problème ou soumise au contrôle d'autres utilisateurs des terres. Il est rare que les peuples autochtones mobiles bénéficient d'une représentation politique garantie, ce qui les empêche de s'impliquer dans la prise de décisions aux niveaux national, régional et local. La plupart des États ne reconnaissent pas l'identité, le savoir, les institutions de gouvernance, les systèmes juridiques, l'administration collective des biens fonciers et les systèmes alimentaires de ces peuples dans leurs constitutions, leurs lois et leurs politiques. Les obstacles à la participation à la vie politique, sociale et économique empêchent ces peuples d'accéder à des services de base tels que l'éducation, les soins de santé et le logement, qui ne sont pas toujours compatibles avec leur mode de vie nomade.

93. Lorsque les États ne reconnaissent pas l'identité collective, les droits territoriaux et les structures de gouvernance des peuples autochtones mobiles, leurs terres sont exposées à l'expropriation et à l'exploitation, ce qui porte atteinte à leurs droits à l'autodétermination, à l'autoadministration et à l'autonomie, entre autres. La capacité de ces peuples à se déplacer sur leur territoire est essentielle pour leur identité culturelle, leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur survie physique. Ceux qui défendent leurs terres peuvent faire l'objet de détentions arbitraires, de mauvais traitements, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées. Dans de nombreux cas, les auteurs de ces actes agissent en toute impunité et il n'y a pas de restitution ou de réparation pour la perte de terres, de territoires et de ressources.

94. La sécurité d'occupation des terres pour les peuples autochtones mobiles est un facteur clef de la conservation de la diversité biologique, de la gestion durable des terres et de la restauration des écosystèmes, ainsi que de la lutte

¹⁸⁷ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Rapport de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

¹⁸⁸ Contribution de la Coalition internationale pour l'accès à la terre.

¹⁸⁹ Contribution de : Argentine, Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, NOA – INTA.

¹⁹⁰ Manifestation parallèle de l'Instance permanente sur les peuples autochtones mobiles et Déclaration de Dana, 19 avril 2024.

contre la désertification. Les activités d'utilisation mobile des ressources, y compris la chasse, la cueillette, les jachères forestières tournantes, la transhumance, l'élevage et le partage des terres, renforcent plutôt que diminuent la biodiversité et la résilience des écosystèmes. Comme la variabilité saisonnière et l'imprévisibilité sont exacerbées par les changements climatiques, la nécessité d'une mobilité souple est cruciale.

95. Il convient d'accorder une attention particulière à la situation des peuples autochtones mobiles transfrontaliers dont les territoires ancestraux s'étendent sur des frontières nationales, car ils sont victimes de discrimination, de déplacements forcés, d'un manque de reconnaissance, de restrictions à leur liberté de circulation et d'un accès limité aux services de base. Le droit à la citoyenneté des nomades marins est particulièrement compliqué et souvent refusé par les États ayant des frontières terrestres. Les tensions transfrontalières peuvent exposer les peuples autochtones mobiles à des conflits armés, au harcèlement des forces de sécurité frontalières et à d'autres atteintes aux droits humains. Les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact sont également confrontés à de grandes difficultés, y compris le risque d'extinction, qui exigent des mesures ciblées de la part des États.

96. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-dessous, qui doivent être mises en œuvre en coopération et en coordination avec les peuples autochtones mobiles et avec leur participation.

97. Le Rapporteur spécial recommande aux États :

a) De reconnaître le statut juridique unique des peuples autochtones mobiles. Dans le cas des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact, cette reconnaissance devrait porter sur leur statut juridique unique et les procédures de reconnaissance devraient intégrer des méthodes non invasives et des ressources suffisantes et respecter les principes de précaution et de non-contact ;

b) De prendre les mesures voulues pour garantir le droit à la consultation et le droit au consentement préalable, libre et éclairé avant l'adoption de toute loi, politique ou tout projet susceptible d'avoir une incidence sur les peuples autochtones mobiles ; une attention particulière devrait être accordée à la participation des femmes autochtones ;

c) De fournir des ressources suffisantes pour garantir la pleine participation des peuples autochtones mobiles à la vie politique, à tous les niveaux, en reconnaissant leurs institutions, leurs systèmes juridiques, leurs connaissances et leurs modes de mobilité ; et d'éviter d'imposer des structures politiques qui favorisent la sédentarisation et nuisent à la gouvernance autochtone ;

d) D'éliminer les obstacles au vote en examinant et en révisant les critères liés aux documents et aux pièces d'identité exigés pour l'inscription sur les listes électorales, quel que soit le lieu de résidence, afin de répondre aux besoins particuliers des peuples autochtones mobiles, en diffusant les informations électorales dans les langues autochtones, en recrutant des agents de bureaux de vote autochtones et en prévoyant des aménagements appropriés pour le vote dans les zones reculées ;

e) De garantir une sécurité d'occupation des terres qui permette de reconnaître et d'appuyer les systèmes collectifs et communautaires de gestion des terres et les différentes formes de mobilité ; et d'adopter des cadres juridiques,

en consultation avec les peuples autochtones mobiles, qui reconnaissent et protègent l'utilisation partagée des ressources et des systèmes de gestion ;

f) De revoir les critères d'attribution des titres de propriété et de démarcation des terres afin de les adapter aux besoins particuliers des peuples autochtones mobiles ; de former aux droits des peuples autochtones mobiles les fonctionnaires chargés de superviser les procédures d'attribution des titres de propriété et de démarcation des terres ;

g) De créer des zones intangibles pour les peuples autochtones en situation d'isolement volontaire et de premier contact, où l'accès et l'activité économique sont interdits, ainsi que des zones tampons autour desquelles l'activité économique et l'accès sont autorisés moyennant des mesures de protection ;

h) D'assurer la restitution des terres en cas de dépossession et de déplacement des peuples et, lorsqu'il n'est pas possible de restituer les terres dont ils ont été dépossédés, proposer d'autres terres ou accorder une compensation juste et équitable ;

i) De garantir une indemnisation complète et équitable pour les dégâts causés à l'environnement par les mégaprojets et d'autres activités ;

j) D'adopter des lois, des politiques et d'autres garanties, conformément au droit international, afin de protéger les peuples autochtones mobiles contre les expulsions forcées et la sédentarisation induite, notamment en leur garantissant l'accès à un recours judiciaire efficace, à la restitution et à une indemnisation équitable ;

k) De consulter les peuples autochtones mobiles et d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé, avant d'adopter et de mettre en œuvre tout projet susceptible d'avoir une incidence sur eux ;

l) De veiller à ce que les peuples autochtones mobiles aient le droit de gérer eux-mêmes ou conjointement des terres communales dans les parcs nationaux, les sites du patrimoine mondial et autres zones protégées, et d'appuyer les projets de conservation et de tourisme dirigés par les autochtones ;

m) De concevoir et de mettre en œuvre, en consultation avec les peuples autochtones mobiles, des mesures de protection des écosystèmes marins qui tiennent compte des besoins culturels et des itinéraires de migration des nomades marins ;

n) De concevoir en consultation avec les peuples autochtones des projets à long terme pour protéger leurs modes de vie mobiles et intégrer ces initiatives dans les plans de développement des États ;

o) D'élaborer des stratégies d'adaptation aux changements climatiques qui renforcent la résilience des peuples autochtones mobiles, en tenant compte de leur dépendance à l'égard des ressources naturelles ;

p) D'adopter un moratoire sur le marché du carbone en attendant la mise en place d'une réglementation conforme aux normes juridiques internationales sur les droits des peuples autochtones mobiles ; cette réglementation devrait régir l'échange de crédits d'émission de carbone, garantissant ainsi la transparence et la responsabilité en matière de certification et de mise en œuvre ;

q) De renforcer les protections juridiques des peuples autochtones mobiles contre les détentions arbitraires, les exécutions extrajudiciaires et les

disparitions forcées et de veiller à ce que les auteurs de ces violations rendent compte de leurs actes ;

r) D'harmoniser les législations nationales pour protéger les droits des peuples autochtones mobiles qui traversent les frontières, en reconnaissant leur caractère multinational et leurs droits collectifs sur les terres, les territoires et les ressources ;

s) De lutter contre l'apatridie parmi les peuples autochtones mobiles en garantissant l'accès à l'enregistrement des faits d'état civil et à la citoyenneté plurinationale, entre autres mesures ;

t) De faciliter et d'accélérer la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux visant à assurer la mobilité transfrontalière des peuples autochtones ;

u) D'élaborer des stratégies visant à atténuer l'incidence des conflits interétatiques et intraétatiques sur les peuples autochtones mobiles, y compris des mesures de protection contre les conflits armés, la traite d'êtres humains, le trafic de drogue, le recrutement militaire d'enfants, les déplacements forcés et le harcèlement par les forces de sécurité des frontières ;

v) D'adopter des politiques de justice transitionnelle et d'après-conflit qui associent les populations autochtones mobiles, qui reflètent leurs conceptions de la justice et de la réconciliation et qui garantissent que les auteurs des violations subies répondent de leurs actes ;

w) De recueillir des données ventilées par sexe, âge et handicap afin de protéger les droits des peuples autochtones mobiles et de contribuer à l'élaboration d'une législation, de politiques et de services appropriés ;

x) De combler les lacunes en matière d'infrastructures dans les régions isolées en fournissant des services scolaires et de santé mobiles culturellement adaptés, sans exiger d'installation dans des lieux fixes et sans tenir compte de la nationalité ou du statut d'apatride ;

y) D'adopter, en consultation avec les peuples autochtones mobiles, des politiques qui répondent à leurs besoins particuliers et tiennent compte des exigences culturelles et territoriales, afin d'éviter la marginalisation socio-économique ;

z) D'élaborer une approche globale de l'éducation qui englobe un accès équitable, des investissements dans les infrastructures et des technologies adaptées ;

aa) de fournir un appui ciblé aux personnes qui migrent vers les zones urbaines ou qui y ont été réinstallées de force, y compris une aide linguistique, une éducation adaptée à leur culture, un accès aux aliments traditionnels et des mesures de lutte contre la discrimination ;

bb) d'appuyer des moyens de subsistance durables en protégeant et en promouvant les pratiques et les connaissances des peuples autochtones mobiles et en créant des débouchés économiques adaptés à leurs compétences et à leur patrimoine culturel.

98. Le Rapporteur spécial recommande à l'ONU et aux organismes régionaux et intergouvernementaux :

a) De mettre à jour les directives relatives à la protection des peuples autochtones en situation d'isolement ou de premier contact afin d'en élargir la

portée géographique et de tenir compte de la situation particulière des peuples autochtones en situation de premier contact ;

b) Mettre à jour le Cadre de politique de 2010 de l'Union africaine sur le pastoralisme afin de tenir compte des défis contemporains, notamment les changements climatiques, les conservations- forteresses et les conflits armés ;

c) D'encourager la coopération internationale et régionale pour faire respecter les droits des peuples autochtones mobiles, en partageant les meilleures pratiques et en appuyant la mobilité transfrontalière et l'accès aux droits fondamentaux.

99. Le Rapporteur spécial recommande au secteur privé :

a) D'adopter des politiques et des directives sur les droits des peuples autochtones mobiles qui soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains ;

b) De suivre des procédures de diligence raisonnable en matière de droits humains visant à déceler, prévenir, atténuer et réparer les effets réels ou potentiels sur les droits fondamentaux des peuples autochtones mobiles, notamment en appliquant des mesures de prévention et de réparation des préjudices ;

c) De veiller à ce que les peuples autochtones mobiles soient correctement identifiés et reconnus, sur la base du principe de l'auto-identification, afin d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé avant l'adoption de projets susceptibles d'avoir des incidences sur leurs terres, territoires, ressources et moyens de subsistance ;

d) D'adapter les systèmes actuels et futurs de crédit carbone et de certification afin de se conformer aux normes juridiques internationales relatives aux droits des peuples autochtones mobiles.
